

Présidentielle : la gauche écologiste n'enchante pas la « génération climat »

PAR MATHIEU DEJEAN

ARTICLE PUBLIÉ LE SAMEDI 6 NOVEMBRE 2021



Des manifestantes lors de la Marche pour le climat à Paris, le 28 mars 2021. © Photo Thomas Dévényi / Hans Lucas via AFP

À l'approche de l'élection présidentielle en France, la jeunesse engagée sur les questions climatiques depuis 2018 est tentée par les urnes. Mais l'offre électorale dispersée à gauche la laisse sceptique.

Comment faire d'une majorité culturelle diffuse une victoire électorale concrète? C'est l'énigme que doivent résoudre les partis qui se réclament de l'écologie politique à l'approche de la présidentielle. Car pour eux, c'est acquis: l'écologie occupe désormais une place centrale dans les esprits, en particulier chez les jeunes, qui sont prescripteurs pour le vote de leurs parents.

De multiples indices tendent à conforter cette idée: le caractère massif des marches pour le climat depuis 2018, le succès de la pétition **L'Affaire du siècle** (signée par deux millions de personnes en un mois, et visant à poursuivre l'État en justice pour inaction climatique), le lien établi entre les **nombreuses catastrophes naturelles** et le réchauffement climatique, les **enquêtes d'opinion** ou encore l'engouement suscité par la nouvelle écologie intellectuelle (pêle-mêle: le réalisateur **Cyril Dion**, l'anthropologue **Nastassja Martin**, le géographe **Andreas Malm**, le philosophe **Baptiste Morizot**, ou

encore l'essayiste **Corinne Morel Darleux...**). Et jusqu'à la pandémie elle-même, qui a été globalement comprise comme **un effet de la crise écologique**.



Des manifestantes lors de la Marche pour le climat à Paris, le 28 mars 2021. © Photo Thomas Dévényi / Hans Lucas via AFP

« *Ce n'est pas une question politique, c'est la question politique* », estime ainsi Marie Toussaint, eurodéputée d'Europe Écologie-Les Verts (EELV), et conseillère politique de Yannick Jadot. Pourtant, le nombre de participants à la primaire des écologistes en septembre (122670) n'atteste pas d'un vaste élan populaire, même si ce chiffre déborde largement le cadre des adhérents d'EELV.

Malgré la prise de quelques grandes villes aux municipales de 2020 (Lyon, Bordeaux, Poitiers, Strasbourg, Annecy, Tours...), la « vague verte » a enregistré un recul aux régionales et aux départementales **qui ont suivi**. Preuve que la transformation d'une conscience civique en votes écologistes n'est pas automatique.

La « génération climat » cherche son porte-voix

Pointe avancée de cette prise de conscience collective, la « génération climat » **multiplie les actions** dans le cadre de la COP26 à Glasgow (Écosse). En France, plusieurs marches climat sont prévues le 6 novembre, ainsi que des actions de désobéissance civile - contre les mégabassines dans les Deux-Sèvres par exemple.

Ce réveil intervient dans un contexte particulier: « *La repolitisation du mouvement climat est liée aux déceptions institutionnelles sous Macron, dont sa loi climat, qui a été une grosse claque pour nous, et qui montre qu'à l'échelle nationale tout est bloqué* », témoigne Victor Vauquois, ancien youtubeur de la chaîne «Partager c'est sympa», très actif ces dernières

années au sein du mouvement écologiste **Alternatiba**. Mais ce réveil n'est pas non plus sans lien avec les prochaines échéances électorales.

Si le mouvement climat est né dans le rejet de la voie électorale, une partie de ses activistes se montre plus ouverte à l'approche de la présidentielle et des législatives de 2022. Certains d'entre eux préparent même, en coulisses, un plan pour envoyer de nouveaux visages écolos à l'Assemblée nationale.

« *Le sentiment d'urgence s'est traduit dans des attitudes politiques différentes depuis 2018, mais l'idée qui se démarque aujourd'hui, dans des organisations motrices du mouvement climat comme ANV-COP21 et Alternatiba, c'est qu'on ne peut pas être crédible sans dire que le moment 2022 est important* », rapporte le chercheur en sciences politiques Maxime Gaborit, spécialiste des mobilisations pour le climat.

« *C'est un moment historique, non pas parce qu'il y a une appétence générale pour les sujets écolos, mais parce qu'il ne reste que très peu de temps pour infléchir le réchauffement climatique, selon le dernier rapport du GIEC [Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat – ndlr]* », confirme Élodie Nace, porte-parole d'Alternatiba.

Tout se passe comme si le mouvement climat, réaliste sur sa propre impuissance à changer le cours des choses, faisait un pas en direction du mode de participation le plus conventionnel qui soit: le vote. En témoigne par exemple la lettre ouverte de Maxime Ollivier, activiste pour la justice climatique, intitulée: « **Je n'irai plus marcher** ». Ce changement de direction est d'autant plus notable que les jeunes électeurs (de 18 à 35ans), qui composent l'essentiel du mouvement, se sont abstenus à 82% aux dernières élections régionales.

À l'origine de la Convention citoyenne pour le climat, Mathilde Imer, désormais porte-parole de la Primaire populaire (qui milite pour une candidature unique à gauche), constate cette évolution: « *Le mouvement climat s'est pris le mur du politique. Il a marché, fait grève, désobéi, attaqué l'État en justice, fait*

des expériences démocratiques comme la Convention citoyenne, et finalement, rien ou pas grand-chose ne sort. Ce mur politique amène des individus à se demander s'il ne faut pas aussi être un peu à l'intérieur des institutions. »

Cette conclusion est liée à la brève histoire du mouvement climat, qui s'est politisé au contact d'autres luttes, elles-mêmes potentiellement en recherche d'un débouché électoral: les «gilets jaunes» - avec lesquels **une convergence a eu lieu** -, le Comité Adama Traoré - avec lequel la «génération climat» a **défilé en juillet 2020** - ou encore les luttes féministes et le mouvement altermondialiste.

« *Grâce à eux, on a une lecture beaucoup plus politique des choses, on nomme nos adversaires, qui sont des responsables politiques, le système capitaliste, raciste, productiviste, patriarcal. Mais cette politisation va-t-elle se traduire par un vote massif en 2022? Je ne sais pas. C'est notre rôle de contribuer à mobiliser* », analyse Élodie Nace. Dans la galaxie du mouvement climat, Extinction Rebellion (XR) persiste par exemple à se tenir à bonne distance des urnes, jugées inutiles.

Une difficile transformation électorale

Les organisations partisanes sont bien conscientes de cet enjeu. Elles tentent déjà d'organiser une porosité avec le mouvement climat. Yannick Jadot a nommé Marie Toussaint, cofondatrice de l'association Notre affaire à tous, conseillère politique. Jean-Luc Mélenchon a consacré l'un de ses premiers meetings **au thème de l'eau** en avril, et c'est Mathilde Panot, jeune députée du Val-De-Marne en pointe sur les thèmes liés à l'écologie populaire, qui le remplace depuis peu comme présidente du groupe parlementaire de La France insoumise (LFI). Le Parti socialiste (PS) a enfin invité le paléo-climatologue Jean Jouzel, membre du GIEC, à prendre la parole au **meeting de lancement de campagne** d'Anne Hidalgo à Lille.

Sur le plan idéologique, des passerelles existent aussi avec ces partis. « *L'écologie politique n'est plus repliée sur elle-même* », salue la militante écologiste Marie Pochon, citant la récupération dans les programmes

des partis de gauche du **crime d'écocide**, de la justice climatique ou encore de l'ISF climatique. Mais leur dispersion est jugée irresponsable par les activistes.

D'où un double sentiment de résignation et de colère que résume Lise Benoist, membre du Collectif Zetkin (auteur de *Fascisme fossile*, aux éditions La Fabrique): «*Je ne suis pas désintéressée par l'élection présidentielle, mais avec tant de candidats à gauche, on sait qu'elle est perdue d'avance. Or le prochain quinquennat sera déterminant pour l'action climatique. C'est notre dernière chance.*»

À ce titre, 350 jeunes engagés pour le climat ont publié une **lettre ouverte** dans laquelle ils s'adressent gravement aux candidats à la présidentielle: «*Divisés, vous n'aurez pas notre vote.*» «*Le mouvement est divisé entre ceux qui se disent que c'est déjà mort et ceux qui voient un trou de souris pour une victoire, à condition qu'il y ait un rassemblement. Ces gens-là sont plutôt en colère et se bougent aujourd'hui pour faire changer les lignes*», analyse Mathilde Imer, de la Primaire populaire.

D'après le politiste Maxime Gaborit, qui fait partie du collectif Quantité critique (auteur d'**une étude** poussée sur la «génération climat»), les voix du mouvement climat balancent aujourd'hui entre Yannick Jadot et Jean-Luc Mélenchon, selon le degré de radicalité des activistes.

Pendant la primaire des écologistes, la «génération climat» était d'ailleurs plutôt rangée derrière les concurrent-es de Yannick Jadot, qui **mettaient davantage en avant** la nécessité d'un changement systémique. Celui-ci était déjà plus soucieux de toucher les cercles les moins écologiquement purs: «*Nous devons redonner espoir à toute une génération. Et pas seulement à celles et ceux qui ont manifesté pour le climat*», affirme ainsi Marie Toussaint, sa conseillère politique.

Mais peut-il élargir avant même d'avoir complètement convaincu le noyau dur engagé pour le climat? C'est tout le dilemme du candidat écologiste. Son passé de dirigeant de Greenpeace, en première ligne dans les actions directes non violentes, est loin. Il lui faut donc donner des gages, et refaire connaissance avec ce mouvement.

«*Nous ne manquons pas de radicalité*, plaide Marie Toussaint, sa conseillère politique. *Mais notre proposition politique doit gagner en souffle, susciter de l'enthousiasme. L'écologie de gouvernement ce n'est pas l'écologie des technocrates verts. Cela doit être une écologie qui assume de renverser la table pour changer les choses.*»

Du souffle, il en faudra, ne serait-ce que pour imposer l'écologie au cœur de l'agenda médiatique. Pour l'instant, **en pleine diversion zemmourienne**, c'est loin d'être gagné.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.